

Adresse aux enseignants et aux CPE

Il faut préparer le monde pédagogique d'après la crise

La crise du Covid 19 est récente et pourtant le temps presse pour en préparer la sortie, même si nous n'en connaissons pas encore le moment précis. La pandémie est spectaculaire par son ampleur qui touche progressivement toute la planète, par sa gravité et par la rapidité de sa propagation¹. Ce qui arrive était prévisible et se reproduira dans le futur.

Dans la société actuelle, les utilisations d'Internet sont omniprésentes dans tous les métiers, un peu moins dans les services publics et curieusement moins encore pour l'enseignement², comme si l'École voulait se maintenir hors de la société. Les pratiques numériques des personnes concernent autant leur vie privée que professionnelle et la coupure entre ces deux domaines s'est atténuée. Enfin, le télétravail et les visioconférences se banalisent dans tous les secteurs, la crise actuelle le met clairement en évidence. La fin de cette période de confinement pourtant à peine commencée doit dès à présent, être préparée collectivement.

Avant la crise

Avant la crise qui vient d'éclater, de quelles ressources les élèves bénéficiaient-ils pour assurer leur éducation ? En premier lieu de l'enseignement formel, celui organisé dans nos écoles primaires et établissements secondaires. C'est, en général, ce qu'on appelle « l'École ». À cela s'ajoutait ce que proposaient les tiers-lieux, les associations, les officines privées d'aide aux élèves (secteur massif en France³), les sites sur Internet (gratuits ou payants), les blogs et les réseaux sociaux, sans oublier les usages informels d'Internet qui mobilisent beaucoup du temps des élèves (jeux, vidéos, musique⁴ etc.). Dans cet agrégat, la partie formelle servait de référence au non formel qui s'en inspirait afin de mieux le compléter. Il n'y avait que très peu d'enseignement à distance⁵ à l'initiative des enseignants, sauf de la part de ceux, peu nombreux, qui pratiquent des formes de classes inversées ou de

¹ Cela va bien au-delà de ce que j'avais imaginé en 2009 dans « **la pandémie de grippe A risque d'accroître les inégalités entre les élèves** » in Le Monde, 11 août 2009 et **L'école après la grippe porcine** (2009) : http://pedagopsy.eu/alain_bouvier_grippe.html

² En raison de la recherche qui est internationale et repose sur les échanges entre chercheurs, la situation est très différente dans l'enseignement supérieur.

³ Les économistes estiment le marché français à plus de 3 milliards d'euros. Il est en très forte augmentation et va être dopé par la crise.

⁴ Pour n'évoquer que les usages licites !

⁵ Il en va tout autrement pour la formation continue des adultes et dans l'enseignement supérieur.

l'innovation. Souvent jeunes (mais pas toujours) et dynamiques, ils sont isolés au milieu des autres. Pour chaque élève, toutes ces possibilités se juxtaposaient les unes aux autres, dans des proportions dépendant de chaque famille, alors que personne ne veillait à la cohérence et à la pertinence de l'ensemble ; certains parents le faisaient un peu, mais étrangement jamais les professionnels, exprimant ainsi leur conception de leur métier.

Où en sommes-nous en ce début de crise ?

La situation créée par le confinement est sans réel précédent et grâce doit être rendue aux enseignants et CPE qui accueillent les enfants des soignants. Depuis peu, la totalité de la part formelle de l'enseignement doit se faire à distance. Comme il se dit, l'École n'est plus dans l'École, mais à la maison ; elle ne s'est pas évanouie. Dans le *patchwork* décrit ci-dessus, l'École formelle est la plus déstabilisée. Les problèmes techniques (les premiers jours, certains enseignants disaient : « c'est la galère » !) et plus encore pédagogiques que cela pose, sont nombreux et loin d'être résolus. Ils touchent aux pratiques professionnelles des enseignants, aux outils disponibles et aux différents usages que permet Internet. Tous les élèves ne disposent pas encore chez eux d'un accès correct, sauf par leur téléphone (qui parfois ne capte que de la 3G) et surtout ce n'est pas un outil de travail adapté, il convient mieux aux jeux et à la communication. Beaucoup n'ont pas d'imprimante ou pas les moyens financiers pour renouveler les coûteuses cartouches. On l'ignore souvent dans les villes, il reste sur le territoire national un grand nombre de zones blanches, sans accès à des opérateurs de téléphonie et sans Internet. Donc pour leurs habitants, le Haut débit est un rêve ! Cela conduit les personnes à faire parfois plusieurs kilomètres pour accéder à un lieu relais où sont accessibles Internet et des possibilités pour photocopier ou pour scannériser un document. Je sais bien que cela n'est pas représentatif de l'ensemble du territoire, mais ne peut pas être ignoré des pouvoirs publics (État et collectivités territoriales) ; parmi d'autres, ATD le dit clairement. Enfin, autre problème à prendre en compte : lorsque dans le foyer familial il n'y a qu'un seul ordinateur, pas nécessairement récent et que les parents, voire les enfants aînés, font du télétravail et qu'il peut y avoir plusieurs enfants en âge scolaire, il faut organiser la répartition des temps d'utilisation pour chacun. Et il se dit que cela ne se passe pas toujours au mieux.

La formation initiale des enseignants, universitaire mais un peu vieillotte, ne les a préparés ni à une telle situation, ni à ces pratiques. Dans les établissements scolaires seuls des petits groupes d'innovateurs s'étaient jusqu'à présent engagés dans un usage volontariste des outils numériques ; un peu plus sans doute dans les lycées professionnels, mais très peu dans l'enseignement primaire plus friand de photocopies que de PowerPoint, qui n'a jamais cru utile de former les enseignants en conséquence et qui est peu équipé en conséquence par les pouvoirs publics.

Dans la période qui vient de commencer, les quelques groupes de professeurs et CPE innovants pourront aider ceux qui sont encore mal à l'aise avec des usages du numérique un peu plus sophistiqués que les classiques : mails, traitements de textes, PowerPoint et Excel. Ce qui est à faire en direction des élèves ou entre équipes d'enseignants (la coopération devient une exigence), nécessite d'utiliser des outils de travail collaboratif (Discord, WhatsApp, Google drive...), en petits groupes pour les enseignants ou pour des classes virtuelles en direction des élèves. Plusieurs types de ressources fournies par les pouvoirs publics devraient jouer un grand rôle, d'une part Pronote (logiciel privé de gestion mais qui peut accueillir des groupes de discussion) et les Espaces numériques de travail (ENT) dont chaque établissement est doté par sa collectivité de rattachement⁶. D'autre part, s'offrent à tous les élèves du territoire national « l'académie numérique » avec sa plateforme « Ma classe à la maison » qui propose des ressources conçues et mises à disposition par le Centre national d'enseignement à distance (CNED) de Poitiers qui l'enrichit d'autres services pour viser une « Nation apprenante ».

Une mise en œuvre inévitablement lente et laborieuse

Sur le terrain, on observe un superbe élan de solidarité et de partage entre enseignants et parents lorsqu'ils le peuvent, ce qui est nouveau. Évidemment, ce qui a difficilement été installé et rodé par temps calme, une fois la tempête éclatée résiste mal et montre ses faiblesses. Sur le Web, les afflux très conséquents bloquent les serveurs ; les ENT sont souvent fragiles, voire très fragiles car ils n'ont pas été conçus pour autant d'utilisateurs en simultané. Aux problèmes techniques dont les solutions, techniques arrivent, s'ajoutent ceux plus lourds de conséquences, dus à la totale impréparation collective du milieu pédagogique qui était assez réticent à la formation à distance. Bien que créés en 2002⁷ il y a près de 20 ans, les ENT se sont très laborieusement installés. Beaucoup d'enseignants et une partie de leur encadrement ont tout fait pour qu'ils ne soient utilisés que pour des actes administratifs comme le Cahier de textes électronique, les absences d'élèves et la vie scolaire. Résultat : aujourd'hui un grand nombre des professeurs ont presque tout à apprendre sur les usages pédagogiques possibles ; leur utilisation avec les élèves et leurs parents n'est pas calée, il faudra quelques semaines pour y arriver. Et pour le CNED, malgré son professionnalisme, passer d'un fonctionnement ordinaire pour quelques centaines de milliers d'élèves (ce n'est déjà pas rien !) à, potentiellement 12 millions, c'est un défi considérable : déjà plus de 600 000 visites par jour. D'autres ressources publiques apparaissent, comme sur France 4, avec la maison éducative qui propose « l'école à la télévision »⁸. Les ajustements nécessaires vont encore demander du temps. Enfin, pour les enseignants, la mise en place d'un véritable travail coopératif entre eux ne peut pas naître du néant. Cela va aussi demander quelques délais car rien n'est plus lent que les changements de culture professionnelle.

⁶ Ce qui explique que ces outils sont très différents d'un département à un autre

⁷ Par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin

⁸ Mais qui ne brille pas par son inventivité.

Face à cela, les élèves ne restent pas inactifs. Par exemple, le journal La Montagne du 21 mars rapporte que dans le lycée Saint-Alyre, deux élèves de terminale S (spécialité informatique), devant la faiblesse des outils mis à leur disposition par l'établissement, ont construit à partir d'une plateforme pour les jeux en ligne, Discord, un outil gratuit avec un *chat* oral qui permet aux enseignants de faire cours et un *chat* écrit pour les interactions. Je suis certain que de tels exemples à l'initiative d'élèves, de parents, d'étudiants, d'enseignants ou de CPE se multiplient. Des inspecteurs rapportent que quelque fois ce sont des élèves qui ont pris les choses en main face à des enseignants démunis.

L'accompagnement des élèves

Pour accompagner leurs enfants, les parents se tournent déjà vers les officines privées d'aide aux devoirs qui se font un plaisir d'enrichir leur offre, notamment en proposant, en plus des contenus classiques, diverses formes de *coaching*. Certaines se sont même réunies pour proposer un « bouquet de services ». Elles employaient déjà beaucoup d'enseignants venant trouver là de quoi arrondir leur fin de mois. Dans cette période, elles vont pouvoir en mobiliser plus encore. Sur un autre plan, mais toujours pédagogique, il est intéressant de savoir que des enseignants parents d'élèves découvrent qu'ils ne savent pas organiser à la maison le travail de leurs enfants sur une semaine ! Alors, on peut imaginer ce qui se passe avec les autres parents. Élèves et parents ont besoin de points de repères pédagogiques, notamment temporels et méthodologiques et, à juste titre, ils les attendent des professionnels. Les élèves ont besoin de *feed-back* personnalisés, c'est ce qui pourrait le plus leur manquer, de véritables évaluations de leurs apprentissages. Des évaluations en ligne apparaissent. Peut-être aussi bientôt du contrôle continu de connaissances. Vers quoi va-t-on pour les examens et pour les concours ? Pour les élèves, les contacts téléphoniques hebdomadaires avec des enseignants sont bien nécessaires et leur fréquence devra sans doute être augmentée notablement pour les élèves les plus en difficulté. Certains petits groupes d'élèves s'organisent par affinité et invitent parfois des enseignants à les rejoindre : les outils vidéos contemporains qu'ils utilisent habituellement pour s'amuser et échanger entre eux, comme WhatsApp, peuvent faciliter ces pratiques dont une harmonisation sera vite nécessaire. Enfin, notons que l'Unesco vient de lancer une « coalition mondiale » pour accélérer les mises en œuvre de l'enseignement à distance pour 850 millions d'élèves, notamment pour ceux qui, pour l'instant, n'y ont pas accès.

La continuité pédagogique et éducative qui existait seulement un peu avant la crise est affirmée par l'institution pour la période qui a commencé ; mais qui peut réellement veiller à sa mise en œuvre effective et surtout à sa qualité ? Le maintien des liens est essentiel et il reste à trouver une pédagogie propre au travail à distance. Le ministère recense sur le site Éduscol les ressources disponibles à cette fin, en particulier pour les élèves en Segpa ou en

situation de handicap. De son côté, le ministère du travail publie une liste encore modeste de ressources en lignes pour l'apprentissage.

À mes yeux, le point le plus inquiétant concerne les inégalités entre les élèves. Déjà très présentes en temps ordinaire dans notre système éducatif, elles vont se creuser car les familles ne sont ni à égalité économique ni surtout sociale et culturelle pour venir en aide à leurs enfants et les guider. Sans oublier que souvent les familles les plus démunies ne croient plus en l'École pour assurer l'avenir de leur progéniture. Enfin et surtout, les élèves à besoins particuliers ne disposeront plus des ressources humaines que l'école inclusive mettait à leur disposition dans les classes. Ils perdent aussi des aides diverses à domicile en raison du confinement. Ils risquent donc d'être les plus pénalisés. C'est un casse-tête. Comment ne laisser aucun élève sur le bord de la route et éviter de mettre à distance les plus fragiles ? Pour des raisons différentes, au moins cinq secteurs ont besoin d'aides renforcées et spécifiques : l'enseignement primaire, l'enseignement professionnel, l'éducation prioritaire, les élèves issus de familles pauvres et les élèves à besoins particuliers. Au total, cela fait beaucoup.

Après la crise peu de choses reviendront comme avant

Même si certains de nos contemporains en doutent, les historiens, les sociologues et les philosophes qui observent les crises et leurs conséquences tout au long de l'Histoire le disent. Le neuropsychiatre Boris Cyrulnik le confirmait : « Après le coronavirus, il y aura des changements profonds, c'est la règle ». Et j'ajoute que dans le futur, il y aura bien sûr d'autres pandémies ; on ignore seulement leur fréquence et leur gravité.

Dans quelques semaines, le système scolaire un peu dépoussiéré de certaines de ses anciennes conceptions en aura, peut-être, esquissé de nouvelles, autour d'une inédite manière de vivre et de travailler ensemble. Il faut se préparer à des changements dans nos pratiques sociales et pédagogiques, encore difficiles à imaginer ; pourtant il y a urgence. Ne commettons pas, à nouveau, l'erreur de l'impréparation collective même si notre lourde bureaucratie administrative va tout faire pour s'employer à remettre de la « normalité » appréciée par ceux qui recherchent le confort des coutumes et des routines.

Une fois installées et rodées, les modalités de travail pour les élèves sur une période dont personne ne connaît la durée, deux mois au moins, la communauté pédagogique devra très vite, et en fait dès à présent, s'employer à préparer la sortie de crise car elle sera difficile. En espérant que la pandémie ne revienne pas immédiatement, ce n'est pas exclu, la grande naïveté serait de croire qu'une fois cette phase achevée tout reviendra en l'état d'avant crise. Rien de tel ne se passera ! Certes, pour l'école formelle, on est passé brutalement du tout en présentiel au tout à distance, sans l'avoir voulu, sous la seule pression des événements. Patrick Rayou pense que l'épisode actuel « peut transformer la relation entre l'école et les parents » (il serait temps !) et il demande de « réfléchir à un suivi plus individualisé des élèves ». Mais

le chemin inverse de celui emprunté n'est pas possible de la même façon, même si beaucoup d'élèves et d'enseignants seront sans doute heureux de se retrouver dans le cocon de la classe. La voie nouvelle à suivre est donc à débroussailler en urgence.

Le chemin vers un nouvel équilibre ne sera pas simple à construire

D'un point de vue pédagogique, pour beaucoup d'élèves et de parents, le simple retour au tout présentiel sera vécu comme une régression. On sait déjà que les élèves les plus actifs à distance ne sont pas toujours les plus impliqués dans les situations de classe et réciproquement. Oui, ils ont des envies d'école, mais surtout pour les liens sociaux qu'elle leur apporte et la possibilité de sortir parfois de l'étouffant domicile familial, voire de s'extraire du quartier. Durant cette période, des élèves (mais pas tous) auront découvert l'autonomie et sans doute des formes de travail coopératif entre eux (c'est un peu le point aveugle), prolongeant ceux qu'ils avaient déjà installés à leur seule initiative. Les parents, comme quasi-enseignants vacataires auront assuré des responsabilités inhabituelles, très pédagogiques, dont ils ne voudront plus s'écarter, au moins pour les plus éduqués d'entre eux. La coéducation va devoir progresser. Il est vrai qu'elle part de très bas ! Le marché scolaire poursuivra son offensive car il aura gagné en expérience, en crédibilité et en puissance financière. Rémi Boyer dénonce déjà sur LinkedIn le trop plein d'offres éducatives (mais d'intérêt inégal), car les officines sont réactives et de son côté Microsoft vient de lancer sa « plateforme des enseignants innovants » ; d'autres vont suivre. Les tiers-lieux, les associations auront tout à réinventer et à reconstruire puisque pour cause de confinement la crise les aura presque totalement écartés. L'intérêt des évaluations formatives aura, dans certains cas, été apprécié à sa juste valeur par les élèves et leurs parents pour qui la notation deviendra alors une moindre obsession, même si demeurent des formes de notation à distance. L'enseignement formel restera une ressource pour un très grand nombre d'élèves, mais il sera moins central, une ressource parmi d'autres. Tout dépendra de chaque élève et surtout de chaque famille. Beaucoup d'enseignants voudront peut-être réinventer leurs habitudes quand l'uniformité formelle était au rendez-vous. Après une très forte individualisation des apprentissages, le modèle scolaire est donc interrogé. L'important sera de ne pas s'engluier dans des débats convenus et improductifs⁹. L'action collective devra être prioritaire en termes de coresponsabilités éducatives et de copilotage école-parents.

Ce temps de ruptures est propice pour que Canopé, transformé, à travers CanoTech, propose aux enseignants, de nouvelles possibilités de formation continue orientées sur l'action

⁹ Ce ne sera pas le moment de chercher des coupables, les pouvoirs publics étant vite un bouc-émissaire ; en particulier, en France, on attend beaucoup de l'État. Rien n'est tout blanc, rien n'est tout noir. Comme je l'ai montré d'abondance dans mon dernier livre, les torts sont toujours partagés et s'abritent derrière une fabuleuse hypocrisie générale faisant fi de l'intérêt des élèves Cf. Bouvier A. (2019) : **Propos iconoclastes sur le système éducatif**, collection Au fil du débat, Paris Berger-Levrault

pédagogique collective, adaptées à la situation présente sans précédent, afin qu'ils puissent s'engager dans du développement professionnel. Si les enseignants disposent de nombreuses ressources individuelles des secteurs publics et commerciaux (même trop pensent certains), ils ont peu de ressources collectives. De plus, elles s'intègrent mal dans la culture professionnelle dominante. Le chantier de Cano Tech est donc de première importance.

Les problèmes les plus simples peuvent devenir compliqués et soulever des polémiques. Par exemple, les rapports entre vacances et temps scolaires. Il y avait un rituel bien rôdé ; dès la fin des enseignements, les parents et le marché scolaire prenaient la main en termes de devoirs de vacances, de stages linguistiques, de remise à niveau, d'approfondissement, de préparation de rentrée, etc. Depuis la pandémie, les parents et le marché ont la main sur tout ou presque. Après, comment se marqueront les temps différents ? Les parents risquent de découvrir que l'arrêt des aides fournies par les professeurs pendant leurs vacances ne les empêche pas de poursuivre en continu l'éducation des enfants en mobilisant davantage les autres ressources qu'ils utilisent déjà. C'est donc le sens de l'école formelle qui est, très vite, à repositionner et à organiser autrement. Vaste chantier ! Les parents auront mieux saisi quelques-unes des difficultés du métier d'enseignant, les rapports au temps seront à reconstruire et les « vacances éducatives » vont se multiplier, relativisant l'intérêt des temps scolaires ordinaires.

Si une classique analyse par les statuts fait indument croire que la population des enseignants est homogène, il n'en est rien et cette période va cruellement le mettre en évidence, surtout si elle dure un peu. Ceux qui s'étaient désintéressés des possibilités offertes par les outils numériques n'auront pas d'autres possibilités que de s'accrocher à leurs collègues déjà engagés dans des pratiques innovantes. Le travail collaboratif entre enseignants (vraie dimension professionnelle) va devenir la seule parade, mais chacun, en exposant aux autres ce qu'il propose à ses élèves s'exposera aux regards de ses pairs qui peuvent s'avérer de féroces évaluateurs. La nouvelle situation ne sera donc pas simple. Espérons que l'on aille, comme l'évoque Jean-Pierre Véran sur son blog¹⁰, « plus vers une alliance éducative renforcée que vers une privatisation accrue » de l'éducation. Je crois que le système éducatif peut apprendre de cette situation de rupture et j'espère qu'il le fera. Les pratiques pédagogiques dans une telle situation restent collectivement à inventer et il est indispensable d'amorcer ce mouvement avant la fin de la pandémie ; c'est urgent.

Malgré le risque d'augmenter la diversité des situations, ce sont des systèmes hybrides autour de chaque école et de chaque établissement qui sont, très vite, à concevoir, à mettre en place et à tester, afin que les professionnels de l'Éducation ne laissent pas le marché décider en creux pour eux, même s'il semble que sur la planète ce soit un peu l'évolution que l'on constate¹¹. Il faudra aussi veiller à ce que le nombre de décrocheurs (près de 100 000) ou

¹⁰ Billet du 14 mars 2020

¹¹ Cf. **Les privatisations de l'éducation**, Revue internationale d'Éducation de Sèvres, N° 82, décembre 2019.

d'élèves en *home schooling* (la pandémie l'aura beaucoup promu) ne s'accroisse pas irrémédiablement.

Les enseignants et CPE vont-ils sauver l'École ? Ils en sont capables. Je rêve de voir un jour la population à ses fenêtres, consciente du travail accompli, se mettre à les applaudir comme elle le fait chaque soir pour les personnels de santé. Pour ceux-ci, les pouvoirs publics n'y sont pour rien ; les soignants, et eux seuls, sont à l'origine de cette reconnaissance sociale. Comme pour eux, j'espère que pour les enseignants et CPE, viendra la reconnaissance sociale qui entrainera celle des pouvoirs publics.

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke